

GOVERNANCE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT DANS L'AGRICULTURE: NORMES ET AUDITS POUR AMÉLIORER LA SST DANS LE SECTEUR AGROALIMENTAIRE EUROPÉEN

Contexte

La présente note d'orientation fait partie du projet «*Leverage Instruments for Occupational Safety and Health - Lift-OSH*» (Mobiliser des instruments pour améliorer la santé et la sécurité au travail), commandé par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA). Le projet fournit à la fois une vue d'ensemble et des études de cas approfondies sur les initiatives visant à exercer un effet de levier sur le marché dans les secteurs de l'agroalimentaire et de la construction. Il analyse également les facteurs influençant l'effet de levier du marché de la sécurité et de la santé au travail (SST) dans les chaînes d'approvisionnement, notamment les normes et les certificats dans la gouvernance de la chaîne d'approvisionnement.

La présente note d'orientation décrit les normes et les certificats couramment utilisés dans la gouvernance de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur agroalimentaire, et en souligne les avantages potentiels pour la SST, même lorsque ce n'est pas leur intention première et qu'ils semblent avoir une pertinence limitée en matière de SST.

Cette note d'orientation présente un intérêt pour les décideurs politiques, les employeurs, les cadres et les travailleurs du secteur agroalimentaire, ainsi que pour ceux qui les aident à comprendre comment les certificats et les normes sont appliqués dans la gouvernance de la chaîne d'approvisionnement, tels que les acheteurs, les consommateurs et les praticiens de la SST.

La chaîne d'approvisionnement du secteur agroalimentaire et la SST

Le secteur agroalimentaire se caractérise par des difficultés liées à des conditions précaires, en particulier pour les travailleurs migrants ou saisonniers qui ont souvent des contrats de courte durée. Parmi les problèmes rencontrés, citons les longues heures de travail, la rémunération à la tâche peu élevée et la méconnaissance de certains risques en matière de SST tels que le port de charges lourdes; le travail répétitif; les postures inconfortables; les glissades, les chutes et les coupures; les produits chimiques utilisés dans l'agriculture; et des risques psychosociaux importants dus à une pression élevée, au stress et à la monotonie (Jones et al., 2020).

Le secteur agroalimentaire fait l'objet d'une importante réglementation, notamment en ce qui concerne la sécurité alimentaire des consommateurs et la durabilité environnementale. Ces questions sont généralement abordées dans le cadre de partenariats multipartites, qui ont inévitablement une incidence sur les relations au sein de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire.

La SST est intégrée dans la chaîne d'approvisionnement par le biais de la «gouvernance contractuelle», c'est-à-dire les différentes formes d'appels d'offres formels, de passation de marchés, d'audit et de suivi des processus de travail des fournisseurs. Les principales pratiques en matière de levier contractuel liées à la SST sont les systèmes de certification et les audits associés ciblant le secteur agroalimentaire. Elles se composent d'une norme, qui constitue la base de la certification, et d'un système d'audit par un tiers. D'une manière générale, les normes s'appuient sur des conventions internationales telles que la Déclaration universelle des droits de l'homme, les principes directeurs des Nations unies, les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), les réglementations sectorielles de l'UE et les lois nationales. Elles portent sur des sujets tels que le travail des enfants, le travail forcé, la

discrimination, la liberté d'association et le droit de négociation collective, ainsi que sur des aspects de la sécurité et de la santé.

Tableau 1: Caractéristiques de cinq programmes importants dans le secteur agroalimentaire

Programme	Principaux axes	Principaux aspects à évaluer	Incidences sur la SST	Participation de tiers	Traçabilité
1. GlobalGAP et GRASP	<ul style="list-style-type: none"> • Sécurité des aliments. • Qualité de l'alimentation. • Normes de travail environnementales. 	<ul style="list-style-type: none"> • La voix des travailleurs. • Informations sur les droits de l'homme et les droits des travailleurs. • Indicateurs relatifs aux droits de l'homme et des travailleurs. • Protection des enfants et des jeunes travailleurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Productivité plus élevée. • Revenu plus élevé. • Amélioration de la qualité. • Amélioration de la santé et de la sécurité au travail. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'audit GRASP peut être mené parallèlement à l'inspection GlobalGAP. 	<ul style="list-style-type: none"> • Base de données en ligne. • Statut de la certification. • Système de certification. • Date d'expiration.
2. Code de conduite de l'UE pour des pratiques entrepreneuriales et commerciales responsables dans le domaine alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> • L'alimentation durable. • Refléter la stratégie «de la ferme à la table» et le pacte vert . 	<ul style="list-style-type: none"> • Des régimes alimentaires sains, équilibrés et durables. • Réduction des déchets alimentaires. • Une chaîne alimentaire climatiquement neutre. • Une chaîne alimentaire économe en ressources. • Une économie circulaire optimisée? • Création de valeur durable dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire de l'UE grâce au partenariat. • Croissance économique soutenue, inclusive et durable, emploi et travail décent. 	<ul style="list-style-type: none"> • Durabilité économique. • Durabilité de l'emploi. • Des lieux de travail sûrs et inclusifs. • Un travail décent en améliorant la résilience et la compétitivité. • Soutien à la formation, au perfectionnement professionnel ou à la reconversion professionnelle. • Inclusion des travailleurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les associations concernées contribuent à la diffusion du code auprès de leurs membres. 	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les signataires sont répertoriés sur la page web de l'UE. • Grandes entreprises – rapport annuel. • PME – rapports simplifiés en 2 à 3 ans.

Programme	Principaux axes	Principaux aspects à évaluer	Incidences sur la SST	Participation de tiers	Traçabilité
3. SA8000	<ul style="list-style-type: none"> • Applicable à l'ensemble de la chaîne: entreprises focales, fournisseurs et sous-traitants. • Identification des risques et actions proactives. • Ne s'applique pas encore aux petites exploitations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Travail des enfants. • Travail forcé. • Discrimination. • Liberté d'association. • Droit de négociation collective. • SST 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des relations entre les travailleurs. • Productivité et qualité renforcées. • Faciliter la détection des risques. • Réduire les accidents du travail. • Augmenter le contrôle de la chaîne d'approvisionnement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Audits de surveillance tous les 6 mois. 	<ul style="list-style-type: none"> • La certification dure 3 ans. • Liste des organisations certifiées.
4. SEDEX (SMETA)	<ul style="list-style-type: none"> • Responsabilité sociale et durabilité. • Amélioration continue des relations entre les acheteurs et les fournisseurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Conditions de travail. • SST. • Environnement. • L'éthique des affaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les audits examinent en détail la SST. • Permet d'identifier les faiblesses des conditions existantes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Audits • Fournir des outils de gouvernance (par exemple, cartographie de la chaîne d'approvisionnement, outils d'évaluation des risques). 	<ul style="list-style-type: none"> • Inscription sur la plate-forme SEDEX.
5. BSCI	<ul style="list-style-type: none"> • Durabilité de la chaîne d'approvisionnement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Liberté d'association. • Négociation collective. • Travail forcé et travail des enfants. • Anti-discrimination. • Rémunération équitable. • Horaires de travail décents. • SST. 	<ul style="list-style-type: none"> • Efficacité de la chaîne d'approvisionnement. • Réduire le risque. • Sécurité des travailleurs. • Productivité. 	<ul style="list-style-type: none"> • Audits complets et audits de suivi. • La fréquence des audits dépend du score de l'audit de l'entreprise. • Les auditeurs effectuent également des recherches, visitent les entreprises et collectent les informations et les données requises. 	<ul style="list-style-type: none"> • Plate-forme BSCI: ajouter des producteurs, cartographier leur chaîne d'approvisionnement et suivre leurs performances.

Bonne pratique Exemple d'un détaillant danois de premier plan: Initiative de conformité sociale en entreprise (BSCI)

Les exigences du détaillant danois en matière de responsabilité sociale, environnementale et éthique sont énoncées dans son code de conduite; ce dernier est évalué par rapport au code de conduite de l'initiative multipartite BSCI et repose sur des conventions et des principes internationaux.

L'entreprise vise à répondre à ces exigences en joignant le code de conduite à chaque accord commercial contractuel que l'entreprise focale conclut avec ses fournisseurs. Les fournisseurs qui signent l'accord commercial doivent veiller à ce que la production des produits et l'approvisionnement en matières premières et services soient conformes au code de conduite.

Le respect du code de conduite par les fournisseurs fait l'objet d'un contrôle et d'un suivi selon une approche fondée sur le risque. Jusqu'en 2019, seuls les fournisseurs établis dans des pays classés comme pays à risque dans la classification des pays à risque de la BSCI étaient tenus de prouver leur conformité au code de conduite, par le biais d'une certification par un tiers. Selon cette liste, la Roumanie serait actuellement le seul pays européen classé comme pays à risque. Toutefois, après que l'entreprise focale a été informée de quelques affaires médiatiques retentissantes dans le sud de l'Europe, dans lesquelles des travailleurs migrants souffrant de mauvaises conditions de travail ont été exploités, elle a demandé à tous ses fournisseurs au Portugal, en Espagne et en Italie d'obtenir la certification BSCI d'un tiers. Toutefois, les fournisseurs ne sont pas tenus d'organiser un audit BSCI s'ils disposent déjà d'une documentation d'audit de l'une des normes suivantes: Social Accountability International (SAI), Social Accountability 8000 (SA8000), Ethical Trading Initiative (ETI), Global Good Agriculture Practices (GlobalGAP) Risk Assessment on Social Practice (GlobalGAP GRASP), Initiative Clause Sociale (ICS), SEDEX Members Ethical Trade Audit (SMETA), Sustainability Initiative of South Africa (SIZA), Worldwide Responsible Accredited Production (WRAP).

Dans le segment des fruits et légumes, tous les fournisseurs doivent détenir une certification GlobalGAP valide couvrant les pratiques agricoles responsables: entre autres exigences, les fournisseurs doivent systématiquement évaluer les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, traiter les points identifiés dans les évaluations des risques au moyen de procédures et de sessions de formation du personnel, disposer de lignes directrices claires sur l'utilisation des substances dangereuses, fournir aux travailleurs des équipements de protection individuelle et veiller à ce que les machines et les camions soient bien entretenus et utilisés conformément aux exigences légales.

Implications pratiques

La certification et les normes restent importantes

- La certification et les normes renforcent l'adhésion de la chaîne d'approvisionnement à la SST et aux conditions de travail associées, tout en informant les acheteurs et les consommateurs finaux de l'existence de ces agréments. Les acheteurs et les clients finaux peuvent mieux comprendre les résultats, notamment grâce aux logos de certification reconnus, et ainsi faire des choix éclairés lors de l'achat de biens et de services.
- Elle est utile dans les cas où un acheteur ne peut pas directement contrôler les sociétés de fournisseurs en raison de leur situation géographique. En déléguant la tâche d'audit à un tiers agréé situé dans le pays du fournisseur, l'acheteur peut évaluer les fournisseurs en vérifiant simplement les certificats et les documents associés.
- Il existe d'autres avantages potentiels: un meilleur accès aux acheteurs, de meilleures positions de négociation, des améliorations techniques et un gain de temps puisqu'il n'est plus nécessaire de procéder à de multiples audits.

Les limites de la certification et des normes actuelles

- Les systèmes de certification n'améliorent pas nécessairement les conditions de travail des travailleurs du secteur agroalimentaire; des études indiquent que les audits peuvent ne pas se concentrer spécifiquement sur les aspects liés à la SST ou sur les conditions de travail. Par exemple, parmi les cinq systèmes de certification décrits, le GRASP et le SEDEX Members Ethical Trade Audit (SMETA) peuvent éventuellement venir compléter les systèmes nationaux d'inspection de la SST, ce qui peut avoir un impact positif sur cette dernière. Par conséquent, le recours à la certification doit être complété par d'autres mesures telles que la réglementation nationale et la participation des travailleurs.
- L'audit de certification est courant dans les grandes exploitations agricoles de la chaîne d'approvisionnement mondiale, mais peut ne pas être applicable dans les petites exploitations où les conditions de travail doivent être améliorées. L'une des raisons possibles est le coût élevé du processus de certification et les frais associés aux audits ultérieurs. En outre, le processus peut être long et fastidieux pour les petits fournisseurs qui ne disposent pas de ressources suffisantes pour se préparer à la certification.
- L'existence d'une grande variété de normes, exigeant souvent des fournisseurs qu'ils se conforment à plusieurs normes parallèles, entraîne un gaspillage de ressources et une lassitude à l'égard des audits.

Le rôle des gouvernements et des décideurs politiques

- Les gouvernements et les décideurs politiques peuvent jouer un rôle de «contrôleur d'accès» en donnant de la crédibilité aux normes volontaires. La participation des gouvernements et des responsables politiques peut encourager la transparence dans l'élaboration des normes et faire en sorte que le processus soit inclusif et équitable.
- Si les décideurs politiques et les parties prenantes du secteur fusionnent ou unifient les systèmes de certification et d'audit ayant des fonctions et des objectifs similaires, il sera facile pour les fournisseurs de choisir la norme qui leur convient le mieux. Le nombre d'audits ultérieurs peut également être réduit afin d'économiser du temps et des efforts.
- Dans la mesure du possible, les décideurs politiques et les experts gouvernementaux devraient contribuer à simplifier le processus de certification, ce qui pourrait encourager la participation d'un plus grand nombre de petits fournisseurs.

Références

Amfori. (2019). *Our Members*. <https://www.amfori.org/content/our-members>

Ciliberti, F., de Groot, G., de Haan, J. & Pontrandolfo, P. (2009). «Codes to coordinate supply chains: SMEs' experiences with SA8000» (Codes pour coordonner les chaînes d'approvisionnement: expériences des PME avec SA8000). *Supply Chain Management: An International Journal*, 14 (2), 117-127.

Commission européenne. (2021). Code de conduite de l'UE sur les pratiques entrepreneuriales et commerciales responsables dans le domaine alimentaire: «A common aspirational path towards sustainable food systems» (*Une voie commune et ambitieuse vers des systèmes alimentaires durables*). https://food.ec.europa.eu/horizontal-topics/farm-fork-strategy/sustainable-food-processing/code-conduct_en

GlobalGAP. (2015). «GRASP General Rules» (*Règles générales du GRASP*). https://www.globalgap.org/.content/galleries/documents/190429_GRASP_Add-on_GR_V1_3-1_en.pdf

GlobalGAP. (2017). «GRASP Guideline for Retailers» (*Ligne directrice du GRASP pour les détaillants*). https://www.globalgap.org/.content/galleries/documents/170830_GRASP_Guideline-for-Retailers_en.pdf

- Gurzawska, A. (2020). «Towards responsible and sustainable supply chains – innovation, multi-stakeholder approach and governance» (Vers des chaînes d'approvisionnement responsables et durables – innovation, approche multipartite et gouvernance). *Philosophy of Management*, 19(3), 267-295. <https://doi.org/10.1007/s40926-019-00114-z>
- James, P., Johnstone, R., Quinlan, M. et Walters, D. (2007). «Regulating supply chains to improve health and safety» (Réglementer les chaînes d'approvisionnement pour améliorer la santé et la sécurité). *Industrial Law Journal*, 36(2), 163-187. <https://doi.org/10.1093/INDLAW/DWM002>
- Jones, A., Jakob, M., McNamara, J., & Teutenberg, A. (2020). *EU-OSHA: Examen de l'avenir de l'agriculture et de la sécurité et de la santé au travail (SST): Prospective sur les risques nouveaux et émergents en matière de SST* [Rapport de l'observatoire européen des risques]. <https://doi.org/10.2802/769257>
- Mook, A., & Overvest, C. (2021). «What drives market construction for fair trade, organic, and GlobalGAP certification in the global citrus value chain? Evidence at the importer level in the Netherlands and the United States» (Quels sont les éléments moteurs de la construction du marché pour le commerce équitable, l'agriculture biologique et la certification GlobalGAP dans la chaîne de valeur mondiale des agrumes? Preuves au niveau de l'importateur aux Pays-Bas et aux États-Unis). *Business Strategy and the Environment*, 30(7), 2996-3008. <https://doi.org/10.1002/bse.2784>
- Olejniczak-Szuster, K. (2019) «The implementation of the SA8000 standard by contemporary enterprises» (L'application de la norme SA8000 par les entreprises contemporaines). *Management Issues*, 2(82), 170-185. https://www.researchgate.net/publication/333136088_The_Implementation_of_the_SA8000_Standard_by_Contemporary_Enterprises
- Social Accountability International. (2023). «SA8000 Standard» (norme SA8000). Social Accountability International (SAI). <https://sa-intl.org/programs/sa8000/>
- Santos, G., Murmura, F., & Bravi, L. (2018). «SA 8000 as a tool for a sustainable development strategy» (SA 8000, un outil pour une stratégie de développement durable), *Corporate Social Responsibility and Environmental Management*, 25(1), 95-105. <https://doi.org/10.1002/csr.1442>
- SEDEX. (2021). SMETA Audit. <https://www.sedex.com/our-services/smeta-audit/> Short, J. L., Toffel, M. W., Hugill, A. R., Allen, C., Galvin, J., Mccaffrey, E., & Rivera, C. (2020). «Improving working conditions in global supply chains: The role of institutional environment and monitoring program design» (Améliorer les conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales: le rôle de l'environnement institutionnel et le suivi de la conception du programme). *Industrial & Labor Relations Review*, 73(4), 873-912. <https://doi.org/10.1177/0019793920916181>
- TÜV Rheinland (2021). «Questions and answers about SMETA Sedex audits» (questions et réponses concernant les audits SMETA Sedex). <https://www.tuv.com/content-media-files/master-content/services/systems/1444-tuv-rheinland-sedex-audit-according-to-smeta/tuv-rheinland-sedex-audit-smeta-faq-en.pdf>
- Van Tulder, R., Van Wijk, J., & Kolk, A. (2009). «From chain liability to chain responsibility: MNE approaches to implement safety and health codes in international supply chains» (De la responsabilité de la chaîne à la responsabilité de la chaîne: approches des entreprises multinationales pour la mise en œuvre des codes de sécurité et de santé dans les chaînes d'approvisionnement internationales). *Journal of Business Ethics*, 85 (SUPPL. 2), 399-412. <https://doi.org/10.1007/s10551-008-9742-z>
- Williamson, O. E. (1991). «Comparative economic organization: The analysis of discrete structural alternatives» (Organisation économique comparée: l'analyse des alternatives structurelles distinctes). *Administrative Science Quarterly*, 36(2), 269-296. <https://doi.org/10.4324/9781315486253-13>
- Williamson, O. E. (2008). «Outsourcing: Transaction cost economics and supply chain management» (Externalisation: économie des coûts de transaction et gestion de la chaîne d'approvisionnement). *Journal of Supply Chain Management*, 44(2), 5-16. <https://doi.org/10.1111/J.1745-493X.2008.00051.X>

Auteurs: Wanja Öhler et Yanbing Chen.

Gestion du projet: Dietmar Elsler, Annick Starren, Lothar Lieck, Malgorzata Milczarek, Ioannis Anyfantis, William Cockburn - Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA).

La présente note d'orientation a été commandée par l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (EU-OSHA). Son contenu, y compris les avis et conclusions qui peuvent y être exprimés, n'engage que ses auteurs et ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'EU-OSHA.

Ni l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail ni aucune personne agissant au nom de l'Agence n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

© Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail, 2024

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction de photos ou de tout autre matériel dont l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail ne possède pas les droits d'auteur requiert l'autorisation préalable des titulaires des droits en question.